

Index AI : PRE01/567/2011
10 November 2011

La Ligue arabe doit faire pression sur la Syrie pour qu'elle autorise la venue d'observateurs des droits humains

La Ligue arabe doit faire pression sur la Syrie pour qu'elle autorise des observateurs indépendants des droits humains à se rendre dans le pays, a déclaré Amnesty International jeudi 10 novembre, alors que les homicides et les arrestations se poursuivent au mépris d'un accord visant à mettre fin aux violences.

Plus de 100 personnes auraient été tuées depuis que la Syrie a annoncé le 2 novembre qu'elle allait mettre en œuvre le plan d'action finalisé avec la Ligue arabe le 30 octobre. Pour la plupart, il semble que ces victimes étaient des manifestants non armés et des passants, abattus par les forces de sécurité et l'armée.

L'armée syrienne est toujours présente dans la ville d'Homs et, selon les médias, le bombardement de zones résidentielles s'est poursuivi après que le gouvernement a ratifié le plan d'action.

« On continue de signaler chaque jour des homicides et des arrestations de manifestants non armés, entre autres, ce qui tourne en dérision les promesses faites par la Syrie à la Ligue arabe », a indiqué Philip Luther, directeur adjoint d'Amnesty International pour l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient.

Le Qatar a demandé la tenue d'une réunion ministérielle d'urgence sur la Syrie samedi 12 novembre, afin de débattre de ce qui est décrit comme le manque de détermination des autorités syriennes à respecter les obligations inscrites dans le plan.

Dans le cadre de cet accord, la Syrie a accepté de mettre fin à tous les actes de violences perpétrés par toutes les parties en présence, de libérer toutes les personnes arrêtées dans le cadre des événements actuels et de permettre à la Ligue arabe et aux médias arabes et internationaux de se rendre sur le terrain.

Amnesty International a écrit jeudi 10 novembre à la Ligue arabe, lui demandant officiellement de contribuer à ce que des observateurs des droits humains, dont ceux d'Amnesty International et du bureau du Haut-Commissariat aux droits de l'homme, puissent se rendre en Syrie.

« Le plan d'action de la Ligue arabe est un dispositif très positif et, s'il est mis en place, il pourrait contribuer à enrayer le nombre croissant d'homicides illégaux et de détentions dont nous rendons compte depuis plusieurs mois, a déclaré Philip Luther.

« Cependant, le non-respect des termes de l'accord par la Syrie doit convaincre la Ligue arabe qu'elle doit prendre d'autres mesures. En obtenant que des observateurs des droits humains puissent se rendre en Syrie, elle contribuerait à dénoncer les atteintes aux droits humains persistantes. »

Par ailleurs, Amnesty International a invité la Ligue arabe à se rallier à ceux qui demandent au Conseil de sécurité des Nations unies de saisir le procureur de la Cour pénale internationale du dossier syrien, d'imposer un embargo sur les armes et de geler les avoirs à l'étranger du président Bachar el Assad et de ses collaborateurs.

Le 5 novembre, le gouvernement syrien a annoncé la libération de 553 détenus « qui étaient impliqués dans les événements mais dont les mains n'étaient pas tachées de sang ». Cependant, les arrestations de manifestants et de partisans présumés du mouvement de contestation se poursuivent.

Plus de 3 000 personnes auraient été tuées depuis le mois de mars, dont beaucoup au cours ou en marge des manifestations, et lors d'opérations de sécurité visant des zones résidentielles. Amnesty International estime que les atteintes aux droits humains commises pendant cette période en Syrie constituent notamment des crimes contre l'humanité, car elles semblent relever d'une attaque de grande ampleur visant la population civile de manière systématique.

Parallèlement, ces dernières semaines, de plus en plus d'informations font état de morts parmi les soldats et les forces de sécurité. Beaucoup auraient été tués lors d'affrontements avec l'Armée libre syrienne, créée en juillet et composée pour partie de membres de l'armée qui ont fait défection, et de citoyens qui ont pris les armes avec l'intention affichée de protéger leurs quartiers.